



État des luttes

18 décembre 2018

1. Des Gilets jaunes toujours mobilisé-es

Les 14 et 15 décembre ont été marqués par des mobilisations différentes : le 14, la journée d'actions appelée par la CGT, Solidaires et la FSU a peu mobilisé, notamment en termes de grève.

La mobilisation n'était pas négligeable dans l'éducation mais les autres secteurs ne sont pas ou peu descendus dans la rue. Ceci marque-t-il une limite de la stratégie syndicale dans la période qui consiste à vouloir créer une mobilisation "à côté" de celle des Gilets Jaunes, plutôt que de venir renforcer celle-ci ? Alors que la confiance dans l'action collective renaît dans tout le pays, il y a un travail de fond à réaliser pour redonner confiance en la grève comme outil de transformation sociale capable de déstabiliser l'économie suffisamment pour obtenir des avancées sociales.



Le 15 décembre a marqué l'Acte V du mouvement des Gilets Jaunes. **La mobilisation semble être en baisse mais se maintient, et ce sur l'ensemble du territoire, à 10 jours des fêtes de fin d'année.** Alors même aussi que la répression est féroce. Il a semblé ces dernières semaines que

dans de nombreux endroits, les blocages de ronds-points se sont transformés en blocages de zones d'activité commerciales ou industrielles, ce qui aurait plus d'efficacité en terme de rapport de force si ces blocages tenaient.

Les organisations syndicales ont globalement manqué le rendez-vous avec le mouvement entamé depuis un mois, au moins au niveau national, alors que cette mobilisation montre qu'il y a de la colère et de la conflictualité dans une grande partie de la population. Cela pointe sans doute l'enjeu pour les organisations syndicales à renouveler leurs pratiques et à renouer avec un développement militant local.

2. Un Acte VI après les vacances ?

Un Acte VI massif le 22 décembre, à 3 jours de Noël, est peu probable. La conflictualité n'est pas assez forte pour sabrer ce moment de retrouvailles souvent familiales. Cependant, les congés et donner un temps pour souffler et échanger à propos de la suite des mobilisations. Un Acte VI début 2019 est envisageable, mais il se construit dès à présent. Mais surtout, en dehors des "Actes" hebdomadaire essentiellement tournés sur Paris, pour le mouvement des Gilets jaunes lui-même, l'enjeu est la poursuite sur le terrain, sur les ronds-points, aux péages, là où ce mouvement vit et se construit (avec ses contradictions) depuis un mois.

3. Un mouvement horizontal qui permet de parler de politique

Ce que montre ce mouvement, c'est indiscutablement une envie de plus de démocratie, de plus de place pour chacune et chacun dans les

décisions collectives. La popularité du RIC en est une démonstration, même si on peut se demander si ce mot d'ordre ne risque pas de détourner une partie des Gilets jaunes de l'action directe permettant d'obtenir des avancées sociales concrètes.

La question démocratique est aussi posée à travers le rejet de tout représentant des Gilets Jaunes au niveau national. Cela s'accompagne d'une politisation rapide des acteurs et des actrices du mouvement, d'une envie de parler politique. Non pas de politique politicienne et d'élections, mais d'organisation de la société, de la manière dont on prend des décisions collectives, dont on répartit l'argent, etc. Il faut multiplier les espaces de discussion, matériel comme virtuels.

Les communistes libertaires ont des choses à proposer ; dans la période elles peuvent être entendues par beaucoup et il faut les porter.

4. Contre la répression

Le mouvement social en cours, celui des Gilets Jaunes, mais aussi des lycéens et des lycéennes, des étudiants et des étudiantes, des travailleurs et des travailleuses, est sévèrement réprimé.



Une femme est morte à Marseille. Plusieurs personnes ont été mutilées, blessées, frappées, insultées par les forces de répression que sont la police et la gendarmerie.

Mais la répression n'a pas lieu que dans la rue. Elle a aussi lieu dans les commissariats et devant les cours de justice. La police a arrêté des milliers de personnes depuis un mois. Des dizaines de

milliers d'heure de garde à vue ont été réalisées. Les arrestations préventives avant une manifestation sont devenues courantes. Les garde à vue au hasard, une habitude.

Pire, des manifestants contre cette vie chère qui nous pourrit et nous violente au quotidien sont actuellement en prison ! En prison pour avoir manifesté son désaccord avec une politique injuste, source d'inégalités et de pauvreté !

Cette répression ne sert qu'à étouffer la révolte, elle sert à effrayer les personnes que l'on n'entend jamais et qui maintenant prennent la parole au lieu d'attendre indéfiniment qu'on la leur donne.

Elle sert à humilier, aussi, comme on l'a vu sur les images des lycéens de Mantes-la-Jolie mis à terre par des flics en manque d'autorité. Nous exigeons l'amnistie pour toutes les victimes de la répression du mouvement social. Notre solidarité envers elles est totale.

5. Dans la jeunesse, des perspectives pour la rentrée

Dans les lycées, la mobilisation semble connaître un affaiblissement à l'approche des vacances, mais il paraît possible de la relancer après la rentrée: le gouvernement n'a toujours rien daigné annoncer concernant la jeunesse, et la colère des lycéenn.e.s est profonde. La répression particulièrement brutale, tant de la part de la police que des administrations des lycées, a pu affaiblir temporairement la lutte, mais un appel des organisations de jeunesse devrait permettre de la restructurer rapidement.

Chez les étudiant.e.s, on recense des universités bloquées de façon illimitée (Nanterre) et, le plus souvent, de façon ponctuelle (Lyon 2...). La hausse des frais d'inscription échaude les étudiant.e.s, avec des assemblées générales massives sur de nombreux sites, mais la méthode du blocage semble de plus en plus questionnée. A Rennes 2, une AG rassemblant 4000 personnes a refusé de le reconduire.

C'est à la jonction entre lycéenn.e.s et étudiant.e.s qu'il faudra travailler dès la rentrée.